



C(Extr.)/30/4 Rev.  
ORIGINAL : anglais  
DATE : 8 mars 2013

**UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES**  
Genève

**CONSEIL**

**Trentième session extraordinaire**  
**Genève, 22 mars 2013**

**EXAMEN DE LA CONFORMITÉ DU PROJET  
DE LOI SUR LES DROITS D'OBTENTEUR POUR ZANZIBAR  
AVEC L'ACTE DE 1991 DE LA CONVENTION UPOV**

*Document établi par le Bureau de l'Union*

1. Par une lettre datée du 18 février 2013 adressée au secrétaire général de l'UPOV, le secrétaire permanent par intérim du Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives de la République-Unie de Tanzanie, a demandé l'examen du projet de loi sur les droits d'obteneur pour Zanzibar (ci-après dénommé "projet de loi"), du point de vue de sa conformité avec l'Acte de 1991 de la Convention UPOV (ci-après dénommé "Acte de 1991"). La lettre est reproduite dans l'annexe I du présent document. L'annexe II contient une copie en anglais du projet de loi.
2. Le 1<sup>er</sup> novembre 2012, la délégation de la République-Unie de Tanzanie a remercié le Conseil, à sa quarante-sixième session ordinaire, d'avoir rendu une décision positive sur la conformité du projet de loi sur les droits d'obteneur pour la Tanzanie continentale avec les dispositions de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. La délégation a informé le Conseil que son gouvernement avait l'intention de soumettre la législation pour Zanzibar aux fins de son examen par le Conseil en 2013 (voir le paragraphe 16 du document C/46/18 "Compte rendu des décisions").

**RAPPEL**

3. L'article 34.3) de l'Acte de 1991 dispose que "[t]out État qui n'est pas membre de l'Union ou toute organisation intergouvernementale demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions de la présente Convention. Si la décision faisant office d'avis est positive, l'instrument d'adhésion peut être déposé".
4. Depuis 2007, le Bureau de l'Union a fait à plusieurs reprises des observations sur les propositions de modification de la "loi de 2002 sur la protection des obtentions végétales (droits d'obteneur)" pour la Tanzanie continentale (loi de 2002) par rapport à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. Le 6 septembre 2010, le Bureau a été informé que le projet de loi modificative avait été transformé en un projet de loi consolidé qui se trouvait au bureau du procureur général avant d'être présenté au Parlement. À cette occasion, il a été informé qu'un texte législatif distinct serait promulgué pour Zanzibar afin de couvrir tout le territoire de la République-Unie de Tanzanie.
5. Les 1<sup>er</sup> et 2 juin 2011, à Zanzibar (République-Unie de Tanzanie), le Bureau de l'Union a donné des conférences lors d'un atelier des parties prenantes sur les droits d'obteneur et a rencontré des représentants du Gouvernement de la Tanzanie et du groupe de travail chargé de rédiger la législation sur les droits d'obteneur de Zanzibar. Le 20 juillet 2011, le Bureau de l'Union a fait des observations sur le projet de loi pour la Tanzanie continentale et le projet de loi pour Zanzibar en rendant compte des discussions et des propositions issues des réunions tenues les 1<sup>er</sup> et 2 juin 2011 à Zanzibar. Le Bureau de

l'Union a expliqué que, pour devenir membre de l'Union, la République-Unie de Tanzanie devait soumettre pour examen au Conseil les deux documents législatifs.

6. Le 14 juin 2012, le Bureau de l'Union a été informé que le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie avait l'intention de soumettre dans un premier temps le projet de loi pour la Tanzanie continentale aux fins de son examen par le Conseil et, ultérieurement, le projet de loi ou la loi adoptée pour Zanzibar.

7. A sa quarante-sixième session ordinaire, tenue le 1<sup>er</sup> novembre 2012, le Conseil a décidé :

“a) de prendre note de l'analyse contenue dans le document C/46/15 et du fait que le projet de loi sur les droits d'obtenteur pour la Tanzanie continentale (projet de loi) comprendra à l'article 2 le texte suivant : *'Ministry' means Ministry responsible for agriculture*’;

“b) sous réserve de l'incorporation dans le projet de loi (voir l'annexe II du document C/46/15) des amendements du ministre (voir l'annexe III du document C/46/15), tels qu'énoncés dans les paragraphes 14, 16, 18, 24, 26, 28, 33, 36, 40, 42 et 43 du document C/46/15, ainsi que des modifications recommandées dans les paragraphes 22 et 34 du document C/46/15 et dans le sous-paragraphe a) ci-dessus et des propositions ci-après adoptées avec la délégation de la République-Unie de Tanzanie dans l'article 14 et l'article 22.1) et 4) du projet de loi :

'14.-1) La variété est réputée nouvelle si, à la date de dépôt de la demande de droit d'obtenteur, du matériel de reproduction ou de multiplication végétative ou un produit de récolte de la variété n'a pas été vendu ou remis à un tiers d'une autre manière, par l'obtenteur ou avec son consentement, aux fins de l'exploitation de la variété :

'a) sur le territoire de la République-Unie de Tanzanie, depuis plus d'un an; et

'b) sur un territoire autre que celui de la République-Unie de Tanzanie ~~auprès duquel la demande a été déposée~~ :

“i) depuis plus de quatre ans; ou

“ii) dans le cas des arbres et de la vigne, depuis plus de six ans.’

'22.-1) L'obtenteur qui a régulièrement effectué le dépôt d'une demande de protection d'une variété auprès de l'un des membres d'une organisation internationale traitant de questions relatives aux droits d'obtenteur à laquelle la Tanzanie est partie jouit d'un droit de priorité pendant un délai maximal de 12 mois. Ce délai qui est compté à partir de la date du dépôt de la première demande. Le jour ~~La date~~ du dépôt n'est pas compris dans ~~la dernière demande~~ ce délai.

[...]

'4) Le demandeur est, dans un délai de deux ans après l'expiration du délai de priorité, ou dans un délai de six mois lorsque la première demande est rejetée ou retirée, autorisé à fournir au directeur de l'enregistrement tout renseignement, document ou matériel requis dans cette loi en vue de l'examen.'

et sans aucune modification additionnelle, de rendre une décision positive sur la conformité du projet de loi sur les droits d'obtenteur pour la Tanzanie continentale avec les dispositions de l'Acte de 1991 de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales;

“c) de prendre note que l'adoption du projet de loi pour la Tanzanie continentale et du projet de loi pour Zanzibar est nécessaire pour que les droits d'obtenteur couvrent tout le territoire de la République-Unie de Tanzanie;

“d) de prendre note que le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie a l'intention de soumettre ultérieurement au Conseil pour examen le projet de loi ou la loi adoptée pour Zanzibar;

“e) d'informer le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie qu'il peut déposer son instrument d'adhésion après que le Conseil a rendu des décisions positives sur les lois pour la Tanzanie continentale et pour Zanzibar; et

“f) d'autoriser le secrétaire général à informer le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie de cette décision. “

(voir le paragraphe 15 du document C/46/18 "Compte rendu des décisions")

8. A la quarante-sixième session ordinaire du Conseil, la délégation de la République-Unie de Tanzanie a remercié ce dernier d'avoir rendu une décision positive sur la conformité du projet de loi sur les droits d'obteneur pour la Tanzanie continentale avec les dispositions de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. La délégation a informé le Conseil que son gouvernement avait l'intention de soumettre la législation pour Zanzibar aux fins de son examen par le Conseil en 2013 (voir le paragraphe 16 du document C/46/18 "Compte rendu des décisions").

9. Le 5 novembre 2012, le Parlement de la République-Unie de Tanzanie a adopté le projet de loi sur les droits d'obteneur pour la Tanzanie continentale (voir à l'annexe I du présent document). Le 5 mars 2013, le Bureau de l'Union a reçu une copie de la loi sur les droits d'obteneur pour la Tanzanie continentale, dont le texte intégral peut être consulté sur la page consacrée à la trentième session extraordinaire du Conseil (C(Extr.)/30) du site web de l'UPOV.

10. Le 21 décembre 2012, le Bureau de l'Union a fait sur le projet de loi pour Zanzibar des observations qui tiennent compte des recommandations du Conseil dans sa décision du 1<sup>er</sup> novembre 2012 sur le projet de loi pour la Tanzanie continentale (voir le paragraphe 7 ci-dessus).

## BASE DE LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES EN RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

11. En République-Unie de Tanzanie, la protection des obtentions végétales sera régie par la loi sur la protection des obtentions végétales pour la Tanzanie continentale et par le projet de loi pour Zanzibar, une fois que celui-ci aura été adopté par la Chambre des représentants de Zanzibar. Une analyse du projet de loi pour Zanzibar suit dans l'ordre des dispositions de fond de l'Acte de 1991.

### Article premier de l'Acte de 1991 : Définitions

12. L'article 2 du projet de loi contient des définitions d'obteneur et de variété correspondant aux définitions figurant dans l'article premier.iv) et vi) de l'Acte de 1991, respectivement.

13. Le projet de loi contient dans son article 2 une définition du terme ci-après qui n'est pas défini dans l'Acte de 1991 :

"par 'vendre', on entend offrir, annoncer, garder, exposer, transmettre, informer, livrer ou préparer à des fins de vente ou d'échange ou céder pour n'importe quelle raison ou transmettre, informer ou livrer pour la vente;"

14. Le projet de loi contient dans son article 2 une définition du terme ci-après qui n'est pas défini dans l'Acte de 1991 et n'est pas utilisé dans le projet de loi :

"*Reproductive material*" means a plant or part of the plant used to multiply the plant;" ("par 'matériel de reproduction', on entend une plante ou partie d'une plante utilisée pour multiplier la plante;").

### Article 2 de l'Acte de 1991 : Obligation fondamentale des parties contractantes

15. Le projet de loi est intitulé "Un projet de loi pour Une Loi destinée à prévoir l'octroi et la protection de droits d'obteneur, pour la création d'un office d'enregistrement des droits d'obteneur et pour des questions connexes", correspondant à l'obligation fondamentale prévue par l'article 2 de l'Acte de 1991.

### Article 3 de l'Acte de 1991 : Genres et espèces devant être protégés

16. L'article 12 du projet de loi dispose : "[l]a protection des variétés en vertu des dispositions de la présente loi s'applique à tous les genres et espèces végétaux", ce qui est conforme à l'article 3.2)ii) de l'Acte de 1991. Il convient de noter que, conformément à l'article 36.1)ii) de l'Acte de 1991, lors du dépôt de son instrument d'adhésion, la République-Unie de Tanzanie devra notifier dans une déclaration que la loi s'applique à tous les genres et espèces végétaux.

Article 4 de l'Acte de 1991 : Traitement national

17. En ce qui concerne l'obtenteur et le dépôt des demandes, le projet de loi n'impose aucune restriction quant à la nationalité ou au domicile des personnes physiques ou au siège des personnes morales. Le projet de loi correspond aux dispositions de l'article 4 de l'Acte de 1991.

Articles 5 à 9 de l'Acte de 1991 : Conditions de la protection, nouveauté, distinction, homogénéité et stabilité

18. Les articles 13 à 17 du projet de loi, compte tenu de la modification ci-dessus, prévoient les conditions de la protection qui correspondent aux dispositions des articles 5 à 9 de l'Acte de 1991.

19. L'article 53 du projet de loi concernant la disposition facultative de l'article 6.2) de l'Acte de 1991 se lit comme suit :

"53. Dans les 12 mois qui suivent la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, l'obtenteur d'une variété existante de création récente peut faire une demande au directeur de l'enregistrement concernant cette variété."

Article 10 de l'Acte de 1991 : Dépôt de demandes

20. Les articles 18, 19 et 21 du projet de loi contiennent des dispositions relatives au dépôt des demandes. Le projet de loi ne semble pas contenir de dispositions incompatibles avec l'article 10 de l'Acte de 1991.

21. L'article 21.3) du projet de loi se lirait comme suit :

"3) Toute demande déposée auprès du directeur de l'enregistrement des droits d'obtenteur de la Tanzanie continentale sera considérée comme une demande pour la même variété déposée auprès du directeur de l'enregistrement."

Article 11 de l'Acte de 1991 : Droit de priorité

22. L'article 22 du projet de loi contient des dispositions sur le droit de priorité qui correspondent aux dispositions de l'article 11 de l'Acte de 1991.

Article 12 de l'Acte de 1991 : Examen de la demande

23. L'article 28 du projet de loi contient des dispositions relatives à l'examen de la demande qui correspondent aux dispositions de l'article 12 de l'Acte de 1991.

Article 13 de l'Acte de 1991 : Protection provisoire

24. L'article 29 du projet de loi contient des dispositions sur la protection provisoire qui correspondent aux dispositions de l'article 13 de l'Acte de 1991.

Article 14 de l'Acte de 1991 : Étendue du droit d'obtenteur

25. L'article 30.4) du projet de loi contient comme suit la disposition facultative "Actes à l'égard de certains produits" de l'article 14.3) de l'Acte de 1991 :

"4) Sous réserve des articles 31 et 32, l'autorisation de l'obtenteur est requise pour les actes mentionnés au paragraphe a) à g) de l'alinéa 1) accomplis à l'égard des produits fabriqués directement à partir d'un produit de récolte de la variété protégée couvert par les dispositions de l'alinéa 3) par utilisation non autorisée dudit produit de récolte, à moins que l'obtenteur ait raisonnablement pu exercer son droit en relation avec ledit produit de récolte."

26. Pour une correspondance avec les dispositions de l'article 14.5)b)et c) de l'Acte de 1991, il est recommandé de modifier l'article 30.6) et 7) du projet de loi comme suit :

"6) Aux fins du sous-alinéa a) de l'alinéa 5), une variété est réputée essentiellement dérivée d'une autre variété – si

"a) elle est principalement dérivée de la variété initiale, ou d'une variété qui est elle-même principalement dérivée de la variété initiale, tout en conservant les expressions des caractères essentiels qui résultent du génotype ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale;

"b) elle se distingue nettement de la variété initiale; et

"c) sauf en ce qui concerne les différences<sup>1</sup>, résultant de la dérivation, elle est conforme à la variété initiale dans l'expression des caractères essentiels qui résultent du génotype ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale.

"7) Aux fins du présent article, des variétés essentiellement dérivées peuvent être obtenues par des moyens comme la sélection d'un mutant naturel ou induit ou d'un variant somaclonal, la sélection d'un individu<sup>2</sup> variant parmi les plantes de la variété initiale, des rétrocroisements ou la transformation par génie génétique."

27. Sous réserve des modifications apportées au paragraphe ci-dessus, l'article 30 du projet de loi contient des dispositions sur l'étendue du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 14 de l'Acte de 1991.

#### Article 15 de l'Acte de 1991 : Exceptions au droit d'obtenteur

28. Sous réserve de la modification en mode révision ci-dessous, l'article 31.1) du projet de loi contient des dispositions relatives aux exceptions obligatoires au droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 15.1) de l'Acte de 1991.

"31.-1) Le droit d'obtenteur ne s'étend pas -

"a) aux actes accomplis dans un cadre privé et à des fins non commerciales;

"b) aux actes accomplis à titre expérimental; et

"c) aux actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés ainsi que, à moins que les dispositions de l'article 30.5) à 7)<sup>2</sup> ne soient applicables, aux actes mentionnés à l'article 30.1) à 4) accomplis avec de telles variétés;"

29. L'article 31.2) et 3) du projet de loi contient comme suit des dispositions concernant l'exception facultative prévue à l'article 15.2) de l'Acte de 1991 :

"2) Pour la liste des plantes agricoles précisées par le Ministre, qui ne comprendra pas de fruits, de plantes ornementales, de plantes potagères ou d'arbres forestiers, le droit d'obtenteur ne s'applique pas à un agriculteur qui, dans des limites raisonnables et sous réserve de la sauvegarde des intérêts légitimes du détenteur du droit d'obtenteur, utilise à des fins de reproduction ou de multiplication, sur sa propre exploitation, le produit de la récolte qu'il a obtenu par la mise en culture, sur sa propre exploitation, de la variété protégée ou d'une variété couverte par l'article 30.5)a) ou b).

"3) Les limites raisonnables et les moyens pour sauvegarder les intérêts légitimes du détenteur du droit d'obtenteur seront précisés dans le règlement."

---

<sup>1</sup> L'article 30.6)c) de la loi sur les droits d'obtenteur pour la Tanzanie continentale se lit comme suit :

"c) sauf en ce qui concerne *la différence* résultant de la dérivation, elle est conforme à la variété initiale dans l'expression des caractères essentiels qui résultent du génotype ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale." (l'italique a été ajouté)

Le texte de l'article 14.5)b)iii) de l'Acte de 1991 se lit "sauf en ce qui concerne *les différences* résultant de la dérivation ...".

L'observation ci-dessus ne figurait pas parmi les recommandations du Conseil dans sa décision du 1<sup>er</sup> novembre 2012 (voir le paragraphe 7 du présent document).

<sup>2</sup> L'article 31.1)c) de la loi sur les droits d'obtenteur pour la Tanzanie continentale se lit comme suit :

"c) aux actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés ainsi que, à moins que les dispositions de l'article 30.5) ne soient applicables, aux actes mentionnés à l'article 30.1) à 4) accomplis avec de telles variétés." (l'italique a été ajouté)

Dans l'article 15.1)iii) de l'Acte de 1991, la référence à l'article 14.5) correspond à l'article 30.5) à 7) de la loi sur les droits d'obtenteur pour la Tanzanie continentale.

L'observation ci-dessus ne figurait pas parmi les recommandations du Conseil dans sa décision du 1<sup>er</sup> novembre 2012 (voir le paragraphe 7 du présent document).

Article 16 de l'Acte de 1991 : Épuisement du droit d'obtenteur

30. Pour que ces dispositions correspondent à celles de l'article 16 de l'Acte de 1991, il est recommandé de modifier comme suit l'article 32.1) du projet de loi :

"32. - 1) Le droit d'obtenteur ne s'étend pas aux actes concernant du matériel de la variété protégée ou d'une variété visée à l'article 30.5) qui a été vendu ou commercialisé d'une autre manière ~~à Zanzibar sur le territoire de la République-Unie de Tanzanie~~ par l'obtenteur ou avec son consentement, ou du matériel dérivé dudit matériel, à moins que ces actes –

- a) impliquent une nouvelle reproduction ou multiplication de la variété en cause; ou
- b) impliquent une exportation de matériel de la variété permettant de reproduire la variété vers un pays qui ne protège pas les variétés du genre végétal ou de l'espèce végétale dont la variété fait partie, sauf si le matériel exporté est destiné à la consommation."

31. Sous réserve de cette modification, l'article 32 du projet de loi contient des dispositions relatives à l'épuisement du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 16 de l'Acte de 1991.

Article 17 de l'Acte de 1991 : Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

32. L'article 41 du projet de loi contient des dispositions relatives à la limitation de l'exercice du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 17 de l'Acte de 1991.

Article 18 de l'Acte de 1991 : Réglementation économique

33. Le projet de loi ne semble pas contenir de dispositions incompatibles avec l'article 18 de l'Acte de 1991.

Article 19 de l'Acte de 1991 : Durée du droit d'obtenteur

34. L'article 33 du projet de loi contient des dispositions sur la durée du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 19 de l'Acte de 1991 :

"33.- 1) Sauf comme le stipule la partie VII, le droit d'obtenteur octroyé en vertu de la présente loi vient à expiration 20 années à compter de la date d'octroi du droit à l'exception des arbres et des vignes dont le droit d'obtenteur arrivera à expiration 25 années à compter de cette date.

"2). La durée peut être prolongée de cinq années additionnelles, sous la forme d'un avis donné par écrit au directeur de l'enregistrement par le détenteur du droit d'obtenteur six mois avant l'expiration de la durée originale."

Article 20 de l'Acte de 1991 : Dénomination de la variété

35. Pour qu'il corresponde aux dispositions de l'article 20 de l'Acte de 1991, il est recommandé de modifier l'article 20.7) du projet de loi comme suit :

"7) Le directeur de l'enregistrement est tenu d'enregistrer la dénomination ainsi proposée, à moins qu'il ne constate la non-convenance de cette dénomination ~~à Zanzibar sur le territoire de la République-Unie de Tanzanie~~ et, si la dénomination ne convient pas, il exigera du demandeur qu'il soumette une autre dénomination."

36. Sous réserve de cette modification, l'article 20 du projet de loi contient des dispositions sur les dénominations variétales qui correspondent aux dispositions de l'article 20.

Article 21 de l'Acte de 1991 : Nullité du droit d'obtenteur

37. L'article 36 du projet de loi contient des dispositions sur la nullité du droit d'obtenteur qui correspondent aux dispositions de l'article 21 de l'Acte de 1991.

Article 22 de l'Acte de 1991 : Déchéance de l'obtenteur

38. L'article 37 du projet de loi contient des dispositions sur la déchéance de l'obtenteur qui correspondent à celles de l'article 22 de l'Acte de 1991.

Article 30 de l'Acte de 1991 : Application de la Convention

39. En ce qui concerne l'obligation de "prévoir les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits d'obtenteur" (article 30.1)i) de l'Acte de 1991), l'article 34 du projet de loi prévoit ce qui suit :

"34.1) Les droits d'obtenteur sont protégés par les mesures civiles et pénales stipulées dans une loi écrite.

"2) Une action en justice par le détenteur du droit d'obtenteur contre une personne qui viole ce droit peut être intentée auprès de n'importe quel tribunal ayant la juridiction compétente.

"3) Le tribunal peut, outre le coût de l'action, prononcer une injonction ou accorder des dommages et intérêts ou les deux, si cela semble raisonnable dans les circonstances de l'affaire."

40. En ce qui concerne l'obligation qui relève de l'article 30.1)ii) de l'Acte de 1991, l'article 5.a) et l'article 28.7 du projet de loi prévoient ce qui suit :

"5. Les fonctions du directeur de l'enregistrement sont- a) octroyer un droit d'obtenteur; [...]"

"7) L'octroi d'un droit d'obtenteur par le directeur d'enregistrement de la Tanzanie continentale aura le même effet que l'octroi d'un droit d'obtenteur de la même variété par le directeur de l'enregistrement."

41. Les articles 24 et 28.6)c) du projet de loi reprennent l'obligation de publier les renseignements sur les demandes de droits d'obtenteur, les droits d'obtenteur délivrés et les dénominations proposées et approuvées, telle qu'elle est énoncée à l'article 30.1)iii) de l'Acte de 1991.

Conclusion générale

42. De l'avis du Bureau de l'Union, une fois que les modifications recommandées dans les paragraphes 26, 28, 30 et 35 du présent document, auront été introduites dans le projet de loi, sans aucune modification additionnelle, le projet de loi comprendrait les dispositions de fond de l'Acte de 1991. Le Bureau de l'Union confirme que, sous réserve des modifications recommandées dans les paragraphes 26, 28, 30 et 35 du présent document, les dispositions de fond de l'Acte de 1991 que contient le projet de loi pour Zanzibar sont les mêmes que celles de l'Acte de 1991 que contient le texte du projet de loi pour la Tanzanie continentale au sujet duquel le Conseil a rendu une décision positive le 1<sup>er</sup> novembre 2012 (voir le paragraphe 7 ci-dessus).

43. *Le Conseil est invité à :*

*a) prendre note de l'analyse faite dans le présent document;*

*b) sous réserve de l'incorporation dans le projet de loi sur les droits d'obtenteur pour Zanzibar des modifications recommandées dans les paragraphes 26, 28, 30 et 35 du présent document et sans aucune modification additionnelle, rendre une décision positive sur la conformité du projet de loi sur les droits d'obtenteur pour Zanzibar avec les dispositions de l'Acte de 1991 de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales;*

*c) prendre note que le projet de loi sur les droits d'obtenteur pour la Tanzanie continentale a été adopté le 5 novembre 2012 et que l'adoption du projet de loi pour Zanzibar est nécessaire pour que les droits*

*d'obteneur couvrent tout le territoire de la République-Unie de Tanzanie;*

*d) informer le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie que, sous réserve*

*i) que les recommandations du Conseil, telles qu'elles figurent dans le paragraphe 15.b) du document C/46/18 "Compte rendu des décisions (voir le paragraphe 7 du présent document), aient été incorporées dans la loi sur les droits d'obteneur pour la Tanzanie continentale adoptée le 5 novembre 2012, sans aucune modification additionnelle (voir le document C(Extr.)/30/4 Add.), et*

*ii) que les modifications recommandées par le Conseil à sa trentième session extraordinaire tenue à Genève le 22 mars 2013 (voir le paragraphe b) ci-dessus), soient incorporées dans le projet de loi sur les droits d'obteneur pour Zanzibar et de l'adoption du projet de loi sans aucune modification additionnelle,*

*l'instrument d'adhésion de la République-Unie de Tanzanie peut être déposé; et*

*e) autoriser le secrétaire général à informer le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie de cette décision.*

[Les annexes suivent]



ANNEXE I

**Traduction d'une lettre datée du 18 février 2013 (référence AF/287/698/01)**

**adressée par :** Le secrétaire permanent par intérim  
Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles  
République-Unie de Tanzanie

**à :** M. Francis Gurry  
Secrétaire général de l'Union internationale  
pour la protection des obtentions végétales (UPOV)  
34, chemin des Colombettes  
CH-1211 Genève 20  
Suisse

**Objet :** DEMANDE D'EXAMEN DE CONFORMITÉ DU PROJET DE LOI 2013 SUR LES DROITS D'OBTENTEUR POUR ZANZIBAR

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement révolutionnaire de Zanzibar est sur le point d'adopter le projet de loi 2013 sur les droits d'obteneur. Le Ministère de l'agriculture à Zanzibar a informé notre office que ce projet de loi a été examiné et approuvé par le secrétariat du Cabinet (Comité technique interministériel – IMTC) et qu'il est prêt à être présenté au Cabinet avant lecture et examen par la Chambre des représentants.

Comme le Conseil de l'UPOV en a pris note lors de sa quarante-sixième session en examinant la demande d'examen de conformité d'un projet de loi pour la Tanzanie continentale, la République-Unie de Tanzanie a l'intention de soumettre un projet de loi pour Zanzibar. Ce projet de loi a pour objet de permettre à la Tanzanie de remplir les conditions requises pour déposer des instruments d'adhésion après qu'une décision positive a été rendue par le Conseil à l'égard des lois pour la Tanzanie continentale et pour le Zanzibar.

Comme suite à l'approbation donnée par le Parlement en février 2010, la République-Unie de Tanzanie a l'intention d'adhérer à la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, telle qu'elle a été révisée à Genève les 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991.

Conformément aux dispositions de l'article 34.3) de cette convention, je saurais gré au Conseil de l'UPOV d'examiner la conformité du projet de loi ci-joint avec les dispositions de la Convention UPOV. Comme vous pourrez le constater, certaines dispositions du projet de loi pour Zanzibar diffèrent quelque peu de celles du projet de loi pour la Tanzanie continentale qui a fait l'objet d'une décision positive par le Conseil sous réserve de conditions, en raison de certaines différences d'ordre rédactionnel et administratif. D'autres différences par rapport au projet de loi pour la Tanzanie continentale découlent de modifications apportées au projet de loi par le Parlement de la République-Unie de Tanzanie le 5 novembre 2012, qui l'a ensuite adopté.

Veuillez agréer,...

(Signé :)  
Eng. Mbogo Futakamba  
Secrétaire permanent par intérim

Copies à : Secrétaire permanent  
Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles  
Gouvernement révolutionnaire de Zanzibar  
Zanzibar

Mission permanente de la République-Unie de Tanzanie  
Genève, Suisse

[L'annexe II suit]

C(Extr.)/30/4 Rev.

ANNEX II / ANNEXE II / ANLAGE II / ANEXO II

[In English only / En anglais seulement /  
Nur auf Englisch / En Inglés solamente]



**REVOLUTIONARY GOVERNMENT OF ZANZIBAR  
MINISTRY OF AGRICULTURE AND NATURAL RESOURCES**

**A DRAFT BILL**

**FOR**

**AN ACT TO ESTABLISH THE PLANT BREEDERS' RIGHT ACT**

**2013**

DRAFT BILL FOR  
THE PLANT BREEDERS' RIGHTS ACT, 2013

ARRANGEMENT OF SECTIONS

*SECTION*

*TITLE*

PART I  
PRELIMINARY PROVISIONS

1. Short title and commencement.
2. Interpretation.

PART II  
PLANT BREEDERS RIGHTS REGISTRY

3. Establishment of Plant Breeders' Rights Registry.
4. Appointment of Registrar.
5. Functions of Registrar.
6. Register of plant breeders' rights.
7. Evidence of certain entries and documents.
8. Inspection of Register.
9. Plant Breeders' Rights Advisory Committee.
10. Functions of the Committee.
11. Powers of the Committee.

PART III  
VARIETIES TO BE PROTECTED

12. Genera and species to be protected.
13. Conditions of protection.
14. Novelty.
15. distinctness.
16. Uniformity.
17. Stability.

PART IV  
APPLICATION FOR PLANT BREEDER'S RIGHT

18. Application for breeder's right.
19. Contents of an application.
20. Variety denomination.

PART V  
CONSIDERATION AND DISPOSITION OF APPLICATION

21. Filing date of an application
22. Right of priority.
23. Amendment of application.
24. Publication of notice of application.
25. Objection to the proposed grant of breeder's right.
26. Grounds for objection.
27. Notice to the applicant and reply to an objection.
28. Disposition of applications.

PART VI  
PROVISIONAL AND FINAL PROTECTION

29. Provisional protection.
30. Scope of the breeder's right, essentially derived certain other varieties.
31. Exceptions to the breeder's right.
32. Exhaustion of the breeder's right.
33. Duration of plant breeder's right.
34. Protection and damages for infringement of breeder's right.
35. Annual fees

PART VII  
NULLITY, CANCELLATION AND SURRENDER OF BREEDER'S RIGHT

36. Nullity of the breeder's right.
37. Cancellation of the breeder's right.
38. Notification on nullification and cancellation.
39. Surrender of breeder's right.

PART VIII  
AUTHORIZATION AND ASSIGNMENTS

40. Authorization and assignment of breeder's right.
41. Restrictions on the exercise of the breeder's right.
42. Information on authorization, assignment and transmission.

PART IX  
APPEALS

43. Appeals Board.
44. Appeal from the decision of the Registrar.
45. Decision of the Appeals Board.

PART X  
PLANT BREEDERS' RIGHTS FUND, ACCOUNTS, AUDIT AND ANNUAL REPORT

46. Plant Breeders' Rights Development Fund.
47. Accounts and Audit.
48. Annual reports to be submitted to the Minister.

PART XI  
OFFENCES AND PENALTIES

49. Offences and penalties.

PART XII  
GENERAL PROVISIONS

50. Collection of fees.
51. Confidentiality.
52. Action against the Government.
53. Breeders' right in respect of existing varieties of recent creation.
54. Agreements with foreign governments.
55. Agents.
56. Registrar to make guidelines .
57. Regulations.

**A BILL**

for

**An Act to provide for the grant and protection of plant breeders' rights,  
for establishment of Plant Breeders' Rights Registry  
and for related matters.**

**PART I**

**PRELIMINARY PROVISIONS**

1. This Act may be cited as Zanzibar Plant Breeders' Rights Act, 2013 and shall come into force on such date as the Minister may, by notice published in the *Gazette*, appoint. **Short title and Commencement**
2. In this Act, unless the context otherwise requires-
- "agent", in relation to an applicant or a holder of plant breeder's right, means a person who is duly authorized by the applicant or holder to act, on behalf of the applicant or holder;
- "Appeals Board" means the Appeals Board established under Section 43.
- "applicant" means the breeder entitled to file an application for the grant of a breeder's right in accordance with the definition of "breeder" provided for in this Act;
- "breeder" means
- (a) the person who bred or discovered and developed a variety;
  - (b) the person who is the employer of the person who bred or discovered and developed a variety or who has commissioned the employer's work; or
  - (c) the successor in title of a person mentioned in paragraph (a) or (b) as the case may be;
- "breeder's right" means the right of the breeder provided for under this Act;
- "Committee" means a Plant Breeders' Rights Advisory Committee established under Section 9;
- "*Gazette*" means Zanzibar Government Official Gazette;
- "Fund" means the Fund established under Section 46;
- "legal representative" means-
- a. a liquidator or receiver of a company;
  - b. administrator of the estate of the deceased;
  - c. a representative of any person who-
    - (i) has become insolvent or bankrupt;
    - (ii) has assigned his estate;
    - (iii) is an infant or minor;
    - (iv) is of unsound mind; or
    - (v) is otherwise under any disability.
- "Minister" means the Minister responsible for agriculture;
- "Ministry" means the Ministry responsible for agriculture;
- "Register" means the Register of plant breeders' rights kept in terms of Section 6;
- "Registrar" means the Registrar of Plant Breeders' Rights appointed in accordance with Section 4;
- "Reproductive material" means a plant or part of the plant used to multiply the plant;
- "sell" means to offer, advertise, keep, expose, transmit, convey, deliver or prepare for sale or exchange or dispose off for any consideration or transmit, convey or deliver in pursuance of the sale;
- "variety" means a plant grouping within a single botanical taxon of the lowest known rank, which grouping, irrespective of whether the conditions for the grant of a breeder's right are fully met, can be-
- a) defined by the expression of the characteristics resulting from a given genotype or combination of genotypes;
  - b) distinguished from any other plant grouping by the expression of at least one of the said characteristics; and
  - c) considered as a unit with regard to its suitability for being propagated unchanged;
- Interpretation**

**PART II**  
**PLANT BREEDERS' RIGHTS REGISTRY**

- 3.** There is hereby established within the Ministry responsible for agriculture a unit to be known as the Plant Breeders' Rights Registry. **Establishment of the Registry**
- 4.** –(1)The Minister shall, by notice published in the *Gazette*, appoint a person or an officer who has relevant qualification and experience to perform the functions conferred to or imposed on the Registrar of Plant Breeders' Rights under this Act. **Appointment of Registrar**  
(2) The Minister may appoint deputy Registrars and other officers with relevant qualification and experience who shall perform some of the powers and privileges conferred to the Registrar pursuant to this Act.  
(3) For the purpose of this section relevant qualification shall include at-least Masters degree from any recognized institution in the field of agricultural science, law or related field with a minimum experience of five years in the said field.
- 5.** The functions of the Registrar shall be- **Functions of Registrar**  
(a) to grant breeders' rights;  
(b) to maintain a register and provide information on plant breeders' rights issued in Zanzibar;  
(c) to facilitate transfer and licensing of plant breeders' rights;  
(d) to collaborate with local and international bodies whose functions relate to plant breeders' rights matters; and  
(e) to perform any other functions as are necessary for the furtherance of the objects of this Act.
- 6.** –(1)The Registrar shall maintain an official plant breeders' rights register in which all information required to be registered under this Act shall be entered. **Register of plant breeders' rights**  
(2) The information to be listed in the Register for each registered variety, shall include-  
(a) species and denomination of a variety;  
(b) the full name and address of-  
(i) the applicant or holder of the breeder's right;  
(ii) the person who bred or discovered and developed the variety, in case such person is different from the applicant or holder of the breeder's right;  
(c) the date and time of inception of the breeder's right;  
(d) all other matters which:  
(i) are required by this Act or any other written law to be entered in the Register;  
(ii) otherwise, affect the validity or ownership of breeder's right; and  
(e) any other information, which may be required by Regulations made under this Act.  
(3) The Register shall be *prima facie* evidence of any matter entered therein.
- 7.** –(1) A certificate purporting to be signed by the Registrar certifying that any entry under this Act, has or has not been made or that any other requirement has not been fulfilled shall be *prima facie* evidence of the matter so certified. **Evidence of certain entries and documents**  
(2) A copy of -  
(a) an entry in the Register or of any document lodged in terms of this Act; or  
(b) an extract from the Register or from any document lodged in terms of this Act,  
which purports to be certified by the Registrar shall be admitted as evidence.
- 8.** - (1) The Register shall be open for inspection by any member of the public at all convenient times during business hours. **Inspection of Register**  
(2) A certified copy of any entry in the Register shall be given upon request and payment of the prescribed fee.

9. -(1) There is hereby established a committee to be known as the Plant Breeders' Rights Advisory Committee. **Plant Breeders' Rights Advisory Committee**

(2) The members of the Committee shall be appointed by the Minister in consultation with relevant authorities at-least three among them should be female, they are:-

- (a) one representative from the Ministry, who shall be the Chairperson to the Committee;
  - (b) one representative from plant breeders association;
  - (c) one representative from registered seed trade association;
  - (d) one representative from registered farmers association;
  - (e) one representative from an institution teaching plant breeding;
  - (f) one representative of an authority responsible for registration of intellectual property rights;
  - (g) one representative of the Attorney General;
  - (h) One representative from the institute responsible for agricultural research; and
  - (i) the Registrar of Plant Breeders' Rights in Tanzania Mainland;
- (3) the Registrar shall be the Secretary of the Committee.

10. The functions of the Committee shall be-

**Functions of the Committee**

- (a) to advise the Minister on efficient enforcement of this Act;
- (b) to receive reports of plant breeders' rights applications from the Registrar;
- (c) to make expert consideration on the plant breeders' rights reports and on the Registrar's tests results; and
- (d) to manage the operations of the Fund.

11. The Committee shall, in fulfilling its functions, have powers-

**Powers of the Committee**

- (a) to make its own rules of procedure;
- (b) to give to the Registrar advice of specific and general nature;
- (c) to call applicants and other interested persons for hearing before the approval by the Registrar of a plant breeder's right application.

### **PART III VARIETIES TO BE PROTECTED**

12. The protection of varieties under this Act shall apply to all plant genera and species.

**Genera and species to be protected**

13. -(1) The breeder's right shall be granted with respect to variety which is new, distinct, uniform and stable.

**Conditions of protection**

(2) The grant of the breeder's right shall not be subject to any further or different conditions, provided that the variety is designated by a denomination in accordance with the provisions of Section 20, and the applicant complies with the formalities provided for under this Act and that he pays the required fees.

14. -(1) The variety shall be deemed to be new if, at the date of filing of the application for a breeder's right, propagating or harvested material of the variety has not been sold or otherwise disposed off to any person by or with the consent of the breeder, for purposes of exploitation of the variety-

**Novelty**

- a) in the territory of the United Republic of Tanzania, earlier than one year before the date of filing the application;
- b) in a territory other than that of the United Republic of Tanzania :-
  - i. earlier than four years; or
  - ii. in the case of trees or of vines, earlier than six years before the said date.

(2) Subject to subsection (1), the following acts shall not be considered to result in the loss of novelty-

- (a) trials of the variety not involving sale or disposal off to others for purposes of exploitation of the variety;
- (b) sale or disposal off to others without the consent of the breeder;
- (c) sale or disposal off to any person that forms part of an agreement for the transfer of rights to the successor in title;
- (d) sale or disposal off to any person that forms part of an agreement under which a person multiplies propagating material of the variety concerned on behalf of the breeder, provided that:
  - (i) the property in the multiplied material reverts to the breeder,
  - (ii) the multiplied materials is not used for the production of another variety;
- (e) sale or disposal off to any person that forms part of an agreement under which a person undertakes field tests or laboratory trials, or small-scale processing trials with a view of evaluating the variety;
- (f) sale or disposal off to any person that forms part of the fulfillment of a statutory or administrative obligation, concerning biological security or the entry of varieties in an official catalogue of varieties admitted to trade;
- (g) sale or disposal off to any person of harvested material which is a by-product or a surplus product of the creation of the variety or of the activities referred to in paragraphs (e) and (f), provided that the said material is sold or disposed of without variety identification for the purposes of consumption; and
- (h) disposal off to any person due to or in consequence of the fact that the breeder had displayed the variety at an official or officially recognized exhibition.

**15.** - (1) A variety shall be deemed distinct where it is clearly distinguishable from any other variety whose existence is a matter of common knowledge at the time of the filing of the application.

**Distinctness**

(2) For the purposes of subsection (1), the filing of an application for the granting of breeder's right or for the entering of another variety in the official register of varieties in any country, shall be deemed to render that other variety a matter of common knowledge from the date of the application provided that the application leads to the granting of breeder's right or to the entering of the said other variety in the official register of varieties.

**16.** A variety shall be deemed uniform if, subject to the variation that may be expected from the particular features of its propagation, it is sufficiently uniform in its relevant characteristics.

**Uniformity**

**17.** A variety shall be deemed to be stable, where its relevant characteristics remain unchanged after repeated propagation or in the case of a particular cycle of propagation, at the end of each cycle.

**Stability**

#### **PART IV APPLICATION FOR PLANT BREEDERS' RIGHTS**

**18.** A breeder of a new variety may apply for the grant of a breeder's right for that variety.

**Application for breeder's right**

**19.** The application for breeder's right relating to a variety shall contain the following-

**Contents of an application**

- (a) the name and address of the applicant;
- (b) where the applicant is the successor in title of the person who bred, or discovered and developed, the variety-
  - (i) proof of title or authority in the form and content satisfactory to the Registrar or as may be specified by Regulations establishing the existence and validity of the assignment or succession; and
  - (ii) the name and address of the person who bred, or discovered and developed, the variety;



- (c) the proposed denomination, along with the description of the characteristics of the variety as the Registrar may require;
- (d) samples of propagating material in such quantities as the Registrar may require; and
- (e) additional information, documents and material that may be required in connection with the application as may be prescribed in the Regulations.

**20.** - (1) The variety shall be designated by a denomination which shall be its generic designation and subject to subsection (5), no rights in the designation registered as the denomination of the variety shall hamper the free use of the denomination in connection with the variety even after the expiration of the breeder's right.

**Variety  
denomination**

(2) The denomination:

- (a) shall enable the variety to be identified;
- (b) shall not be liable to mislead or to cause confusion concerning the characteristics, value or identity of the variety or the identity of the breeder;
- (c) shall be different from every denomination which designates, in the territory of any member of an international organization dealing with plant breeders' rights matters to which Tanzania is a party, an existing variety of the same plant species or of a closely related species; and
- (d) may not consist solely of figures except where this is an established practice for designating varieties.

(3) The denomination of the variety shall be submitted by the applicant to the Registrar and where the Registrar finds that the denomination does not satisfy the requirements of this section, he shall refuse to register it and require the applicant to propose another denomination within the period to be prescribed in the Regulations.

(4) The denomination shall be registered by the Registrar at the time the breeder's right is granted.

(5) Prior rights of third persons shall not be affected and where, by reason of a prior right, the use of the denomination of a variety is forbidden to a person who, in accordance with the provisions of subsection (9), is obliged to use it, the Registrar shall require the applicant to submit another denomination for the variety.

(6) Where the variety is already protected by a member of an international organization dealing with the plant breeders' rights matters to which United Republic of Tanzania is a party or an application for the protection of the same variety is filed in a member of such organisation, the variety denomination which has been proposed or registered in that other member of the organisation shall be submitted by the applicant to the Registrar.

(7) The Registrar shall register the denomination submitted, unless he considers the denomination unsuitable within Zanzibar and in case the denomination is unsuitable he shall require the applicant to submit another denomination.

(8) The Registrar shall, in writing, inform authorities of the members of an international organization dealing with the plant breeders' rights matters to which United Republic of Tanzania is a party, of matters concerning variety denominations, in particular the submission, registration and cancellation of the denominations.

(9) Any person who, within the territory of the United Republic of Tanzania, offers for sale or markets propagating material of a variety protected within the said territory shall be obliged to use the denomination of that variety, even after the expiration of the breeder's right in that variety, except where, prior rights prevent such use.

(10) When a variety is offered for sale or marketed, it shall be permitted to associate a trademark, trade name or other similar indication with a registered variety denomination and where such an indication is so associated, the denomination shall nevertheless be easily recognizable.

## **PART V CONSIDERATION AND DISPOSITION OF APPLICATION**

**21.** -(1) The filing date of an application shall be the date, which the application was received by the Registrar.

**Filing date of  
application**

(2) For purposes of this section, an application shall be deemed to have been received on the date that the required parts of the application are received in the form sufficient for consideration under this Act.

(3) Any application filed with the Registrar of Plant Breeders' Rights of Mainland Tanzania, shall be recognized as an application, for the same variety, filed with the Registrar.

**22.** - (1) Any breeder who has duly filed an application for the protection of a variety in one of the members of an international organization dealing with plant breeders' rights matters which United Republic of Tanzania is a party shall enjoy a right of priority for a maximum period of twelve months. This period shall be computed from the date of filing the first application. The day of filing shall not be included in the latter period.

**Right of priority**

(2) The applicant shall, in order to benefit from the right of priority, in the subsequent application in the United Republic of Tanzania, claim within twelve months the priority of the first application.

(3) The Registrar may require the applicant to furnish, within a period of not less than three months from the filing date, a copy of the documents which constitute the first application certified to be a true copy by the authority with which that application was filed and samples or other evidence indicating that the variety which is the subject matter of both applications is the same.

(4) The applicant shall, within a period of two years after the expiration of the period of priority or a period of six months where the first application is rejected or withdrawn, be allowed to furnish to the Registrar any necessary information, document or material required in this Act for the purpose of the examination.

**23.** - (1) An applicant may amend his application for the grant of a breeder's right for a variety at any time without affecting its filing date, provided that, the amendment does not affect the variety which is the subject of the application.

**Amendment of application**

(2) Where any amendment of an application occurs after publication of a notice under Section 24, the applicant shall be liable to pay the cost of republication.

**24.** - (1) The Registrar shall, publish in the *Gazette*, and in a newspaper of vast circulation, a notice of every filed application for breeder's right that satisfies the requirements of the Act specifying -

**Publication of notice of application**

- (a) the name and address of the applicant;
- (b) the filing date of the application;
- (c) proposed denomination; and
- (d) such other information as may be specified in the Regulations.

**25.** - (1) Any person may, within two months of publication of a notice under Section 24, lodge with the Registrar a written objection to the matter specified in that notice.

**Objection to the proposed grant of breeder's right**

(2) The Minister may, on behalf of the Government, lodge an objection under this Section.

(3) A notice of objection made under subsection (1) shall-

- (a) specify the ground on which the objection is based;
- (b) include a statement of the facts alleged in support of the grounds stated under paragraph (a); and
- (c) be supported by an affidavit or other proof, if required by the Registrar.

**26.** An objection lodged pursuant to Section 25 shall be based on allegation of one or more of the following grounds-

**Grounds for objection**

- (a) that the applicant is not entitled to file the application;
- (b) that the application contains a material misrepresentation;
- (c) that the contents of the application do not comply with this Act or the Regulations.

**27.** - (1) The Registrar shall notify the applicant of an objection under Section 25 and provide him with a copy of the notice of an objection and all supporting documents that are lodged with the objection within two weeks from the date of filing the objection.

**Notice to the applicant and reply to an objection**

(2) The applicant may respond to the allegation of the objector, in a written reply which shall be lodged to the Registrar and copied to the objector, within one month or such further period as the Registrar may allow from the date of notification made under subsection (1).

(3) The Minister may, on behalf of the Government, lodge a reply to any objection lodged against the Government.

**28.** - (1) The Registrar shall, upon completion of the notice requirements under Section 24 and the expiration of all time limits for objections and a reply, examine the application and a reply.

**Disposition of applications**

(2) Upon any decision to grant a breeder's right which requires an examination for compliance with the conditions specified under this Act, the Registrar may in the course of the examination, grow or cause to be grown the variety or carry out other necessary tests, or take into account the results of growing tests or other trials which have already been carried out.

(3) The Registrar may, for the purposes of examination, require the breeder to furnish all the necessary information, document or material.

(4) The Minister may appoint one or more persons based on their special knowledge to advise the Registrar in the examination of applications.

(5) Where the Registrar concludes that-

- (a) the application conforms to the requirements of this Act;
- (b) the applicant is entitled to file the application;
- (c) no objection has been filed;
- (d) in respect of objections filed, there are no grounds for objection; and
- (e) the objection filed does not state an impediment to the granting of the breeder's right for the variety,

he shall grant a breeder's right.

(6) For each variety for which breeder's right is granted, the Registrar shall-

- a) issue a certificate of registration to the applicant;
- b) enter the variety in the register as provided for under Section 6; and
- c) publish a notice of the grant of breeder's right and the approved denomination in the *Gazette*.

(7) Any grant of breeder's right made by the Registrar of Mainland Tanzania shall be recognized as the grant of breeder's right of the same variety made by the Registrar.

## PART VI PROVISIONAL AND FINAL PROTECTION

**29.** The holder of a breeder's right shall be entitled to equitable remuneration from any person who, during the period between the publications of the application under section 24 for the grant of a breeder's right and the date of grant of that right, has carried out acts which, once the right is granted, require the breeder's authorization as provided for under section 30.

**Provisional protection**

**30.** - (1) Subject to Sections 31 and 32, the following acts in respect of the propagating material of the protected variety shall require the authorization of the holder of the breeder's right-

**Scope of the breeder's right, essentially derived and certain other varieties**

- (a) production or reproduction (multiplication);
- (b) conditioning for the purpose of propagation;
- (c) offering for sale;
- (d) selling or marketing;
- (e) exporting;
- (f) importing; and
- (g) stocking for any purposes mentioned in paragraphs (a) to (f).

(2) The holder of the breeder's right may make his authorization subject to conditions and limitations.

(3) Subject to the provisions of Sections 31 and 32, the acts referred to in paragraph (a) to (g) of subsection (1) in respect of harvested material, including entire plants and parts of plants, obtained through the unauthorized use of propagating material of the protected variety shall require the authorization of the holder of the breeder's right, unless the holder of the breeder's right has had reasonable opportunity to exercise his right in relation to the said propagating material.

(4) Subject to Sections 31 and 32, the acts referred to in paragraph (a) to (g) of subsection (1) in respect of products made directly from harvested material of the protected variety falling within the provision of subsection (3) through the unauthorized use of the said harvested material, shall require the authorization of the breeder, unless the breeder has had reasonable opportunity to exercise his right in relation to the said harvested material.

(5) The provisions of subsections (1),(2),(3) and (4) shall apply to-

- (a) varieties that are essentially derived from the protected variety where the protected variety is not itself an essentially derived variety;
- (b) varieties which are not clearly distinguishable in accordance with Section 15 from the protected variety; and
- (c) varieties whose production requires the repeated use of the protected variety.

(6) For purposes of paragraph (a) of subsection (5), a variety shall be deemed to be essentially derived from another variety when-

- (a) it is predominantly derived from the initial variety, or from a variety that is itself predominantly derived from the initial variety, while retaining the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotype of the initial variety;
- (b) it is clearly distinguishable from the initial variety; and
- (c) except for the difference, which result from the act of derivation, it conforms to the initial variety in the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety.

(7) For the purposes of this section, essentially derived varieties may be obtained through means such as the selection of a natural or induced *mutant*, or of a *somaclonal* variant, the selection of variant, individual from plants of the initial variety, backcrossing, or transformation by genetic engineering.

**31.** - (1) The breeder's right shall not extend to-

- a) acts done privately and for non-commercial purposes;
- b) acts done for experimental purposes;
- c) acts done for the purpose of breeding other varieties and, except where the provisions of Section 30 (5) apply, acts referred to in Section 30(1) to (4) in respect of such other varieties.

**Exceptions to the breeder's right**

(2) For the list of agricultural crops specified by the Minister, which shall not include fruits, ornamentals, vegetables or forests trees, the breeder's right shall not extend to a farmer who, within reasonable limits and subject to the safeguarding of the legitimate interests of the holder of the breeder's right, uses for propagating purposes on his own holding, the product of the harvest which he has obtained by planting on his own holding, the protected variety or a variety covered by Section 30 (5)(a) or (b).

(3) The reasonable limits and the means of safeguarding the legitimate interests of the holder of the breeder's right shall be specified in the Regulations.

**32.** - (1) The breeder's right shall not extend to acts concerning any material of the protected variety or of a variety covered by the provisions of Section 30 (5), which has been sold or otherwise marketed by the breeder or with his consent in Zanzibar or any material derived from the said material, unless such acts-

- (a) involve further propagation of the variety in question; or
- (b) involve an export of material of the variety, which enables the propagation of the variety, into a country which does not protect varieties of the plant genus or species to which the variety belongs, except where the exported material is for final consumption purposes.

**Exhaustion of the breeder's right**

- (2) In this Section “material” means, in relation to a variety-
- (a) propagating material of any kind;
  - (b) harvested material, including entire plants and parts of plants; and
  - (c) any product made directly from the harvested material.

**33.** - (1) Except as set forth in Part VII, the breeder’s right granted under this Act shall expire after twenty years from the date of the grant except for trees and vines whose breeder’s right shall expire after twenty five years from the date of grant. **Duration of plant breeder’s right**

(2). The term may be extended for an additional five years, by a written notice to the Registrar given by the holder of the breeder’s right six months before the expiration of the original term.

**34.** - (1) Breeders’ rights are protected by both civil and criminal measures stipulated in any written law. **Protection and damages for infringement of breeder’s right**

(2) A suit by the holder of breeder’s right against any person who infringes the breeder’s right may be brought in any court of competent jurisdiction.

(3) The court may in addition to the cost of the action, grant an injunction or damages or both, as it may appear to be reasonable in the circumstances of the case.

**35.** The holder of breeder’s right shall pay maintenance fee at time and rate specified in the Regulations. **Annual fees**

#### **PART VII NULLITY, CANCELLATION AND SURRENDER OF BREEDER’S RIGHT**

**36.** - (1) The Registrar shall declare a breeder’s right granted by him null and void when it is established that- **Nullity of the breeder’s right**

- (a) the conditions laid down in Sections 14 and 15 were not complied with at the time of the grant of the breeder’s right;
- (b) where the grant of the breeder’s right has been essentially based upon information and documents furnished by the applicant, the conditions laid down in Section 16 or 17 were not complied with at the time of the grant of the breeder’s right; or
- (c) the breeder’s right has been granted to a person who is not entitled to it unless it is transferred to the person who is so entitled.

(2) The breeder’s right shall not be declared null and void for reasons other than the reasons referred to in subsection (1).

**37.** - (1) The Registrar may cancel a breeder’s right granted by him where he has established that the conditions laid down in Section 16 or 17 are no longer fulfilled. **Cancellation of the breeder’s right**

(2) Without prejudice to subsection (1), the Registrar may cancel a breeder’s right granted by him, within the prescribed period provided in the Regulations, where-

- (a) the holder of the breeder’s right does not provide the Registrar with the information, documents or material deemed necessary for verifying the maintenance of the variety;
- (b) the holder of the breeder’s right fails to pay such fees as may be payable to keep his right in force; or
- (c) the holder of the breeder’s right does not propose, where the denomination of the variety is cancelled after the grant of the right, another suitable denomination.

(3) The breeder’s right shall not be declared cancelled for reasons other than the reasons referred to in subsections (1) and (2).

**38.** - (1) The Registrar shall notify the holder of the breeder’s right and any licensee of any decision made under Section 36 or 37 of this Act and grounds for such decision. **Notification on nullification and cancellation**

(2) Any person receiving notice under subsection (1) may contest the decision, by a written objection lodged to the Registrar within thirty days from the date of receipt of notification of the decision.

(3) The Registrar may hold, within a reasonable time after receipt of an objection, a hearing or may decide the matter based on written submissions of all interested parties.

(4) Where the Registrar nullifies and cancels any breeder's right under this Section, he shall publish the nullification or cancellation by a notice in the *Gazette*, after expiration of thirty days from the date of the decision or following a decision made under subsection (3).

(5) The holder shall return to the Registrar any certificate of the grant of a breeder's right that has been nullified or cancelled under this Section.

**39.** - (1) Any holder of a breeder's right may, by written notice to the Registrar, surrender the breeder's right.

**Surrender of breeder's right**

(2) The Registrar shall, within one month from the date of receiving the notice under subsection (1), terminate the breeder's right and publish a notice in the *Gazette* of such termination.

## **PART VIII AUTHORIZATION AND ASSIGNMENTS**

**40.** - (1) The holder of breeder's right may assign or authorize any person, to undertake any activity described or referred to in Section 30.

**Authorization or assignment of Breeder's right.**

**41.** - (1) The free exercise of a breeder's right shall, unless where expressly provided in this Act, not be restricted for reasons other than of public interest.

**Restrictions on the exercise of the breeder's right**

(2) When any such restriction has the effect of the Registrar granting of a compulsory authorization in respect of a breeder's right on the ground that it is necessary to safeguard the public interest, the person to whom the compulsory authorization is granted shall pay the holder of the breeder's right an equitable remuneration.

**42.** - (1) A person authorized under section 40 may, in not more than sixty days from the effective date of the authorization, notify the Registrar of the transaction and furnish the Registrar with a copy of that authorization agreement.

**Information on authorization, assignment and transmission**

(2) The Registrar may prescribe the form and manner of notification to be made under subsection (1).

(3) Upon assignment or other transmission of all of a breeder's right, the assignee or recipient shall notify the Registrar for the purposes of making changes in the Register.

## **PART IX APPEALS**

**43.** - (1) The Minister shall appoint an Appeal's Board consisting of three members in which one member shall be an expert in legal matters and two other members shall be experts qualified in agricultural science.

**Appeal's Board**

(2) the Minister shall appoint one person from amongst members of the Appeal's Board to be the Chairperson.

(3) The Appeal's Board shall have power to-

- (a) prescribe its own rules of procedure;
- (b) order and secure the attendance of witnesses;
- (c) compel discovery and the production of documents; and
- (d) administer oath or affirmation to any witness.

(4) The Appeal's Board shall keep records of its proceedings.

(5) The Appeal's Board may appoint one or more persons with expert knowledge to serve the Appeal's Board in an advisory capacity, either generally or with regard to a specific case or cases.

**44.** - (1) An appeal from the decisions of the Registrar made under this Act shall lie to the Appeal's Board.

**Appeals from the decision of**

(2) A person who is aggrieved by any such decision may appeal to the Appeal's Board by submitting a notice of the appeal within sixty days following the publication or of the receipt of the individual notice of such decision by the person whose interest is the source or subject of the appeal.

**Registrar**

**45.** - (1) The Appeal's Board may conduct investigation, if it deems necessary to do so, and may hold a hearing of the appeal or make a decision based on written submissions.

**Decision of the Appeals Board**

(2) The Appeal's Board may confirm, set aside or vary any decision or action of the Registrar; and may order the Registrar to carry out the decision of the Appeal's Board.

(3) The Appeal's Board shall give reasons for its decision in writing, and copies thereof shall be furnished to the appellant, the Registrar and any other interested party.

(4) Subject to the provisions of this section, a decision of the Appeal's Board shall be final.

**PART X  
PLANT BREEDERS' RIGHTS DEVELOPMENT FUND, ACCOUNTS,  
AUDIT AND ANNUAL REPORT**

**46.** - (1) The Minister shall, after consultation with the Minister responsible for Finance, establish a Fund to be known as the "Plant Breeders' Rights Development Fund" into which moneys realized under this Act shall be kept.

**Plant Breeders' Rights Development Fund**

(2) The sources of moneys for the Fund shall include-

- (a) grants from the government;
- (b) fees payable under this Act;
- (c) any donations or grants from any person;

(3) The purposes of the Fund shall include financing of the following activities-

- (a) development and promotion of the plant breeders' rights;
- (b) training of plant breeders on matters concerned with plant breeders' rights;
- (c) establishment and maintenance of the variety collections and data base; and
- (d) such other activities relating to administration of the Act.

(4) Separate books of accounts and other records in respect of the moneys of the Fund shall be kept properly and maintained and be subject to audit.

**47.** - (1) The Plant Breeders' Rights Registry shall cause to be kept and maintained proper books of accounts with respect to-

**Accounts and audit**

- (a) all sums of moneys received and expended by the Plant Breeders' Rights Registry and matters in respect of which the receipt and expenditure take place;
- (b) all the assets and liabilities of the Plant Breeders' Rights Registry and the Fund; and
- (c) the income and expenditure statement of the Plant Breeders' Rights Registry.

(2) The financial year of the Plant Breeders' Rights Registry and the Fund shall end on 30<sup>th</sup> June of each year.

(3) The books of accounts of the Plant Breeders' Rights Registry and the Fund shall be audited at the end of each financial year by the Controller and Auditor General.

**48.** - As soon as the accounts of the Registry has been audited, and in any case not later than six months after the close of each financial year, the Registrar shall submit to the Minister such audited statement of accounts and a copy of the report made by the Controller and Auditor General on the statement of the account.

**Annual report to be submitted to the Minister**

**PART XI  
OFFENCES AND PENALTIES**

- 49.** - (1) Any person who knowingly-
- (a) makes a false entry in the Register;
  - (b) makes a writing which falsely purports to be a copy of an entry in the Register or of a document lodged with the Registrar;
  - (c) produces or tenders a false entry of copy as evidence;
  - (d) submits a false document or makes a false statement or representation to the Registrar in regard to any action described under this Act;
  - (e) obstructs or hinders the Registrar or any officer in the exercise of his powers or the carrying out of his functions under this Act;
  - (f) having been duly summoned to appear at any proceedings under this Act, fails without lawful excuse to appear;
  - (g) having appeared as a witness at any proceedings under this Act, refuses without lawful excuse to be sworn or to make affirmation or to produce any document or answer any question which he may be lawfully required to produce or answer;
  - (h) contravene the obligation to use the denomination as required by Section 20 (9);
  - (i) gives false information in any application or makes any false statement in evidence; and
  - (j) violates breeder's right
- commits an offence.

**Offences and penalties**

(2) Any person who commits an offence referred to under this Act shall upon conviction, be liable to a fine not less than two millions and not exceeding ten millions Tanzanian shillings or to an imprisonment for a term not less than one year and not exceeding three years or to both.

**PART XII  
GENERAL PROVISIONS**

**50.** Notwithstanding any other provision of this Act, the Registrar shall collect fees from the applicant or any other person filing a document or requesting access of administrative action under this Act, for each application, extension, filing, inquiry or other administrative process or service.

**Collection of fees**

**51.** - (1) The contents of any licence or assignment shall be confidential unless both parties agreed to permit access thereto by third parties and only to the extent of the permission so granted.

**Confidentiality**

(2) The applicant may declare some portion of the application to be confidential, and where declared so, the Registrar shall determine whether the application can be processed without publication or other violation of that confidentiality, and give the applicant the option of altering his statement of confidentiality or withdraw the application.

(3) Except as otherwise provided for in this Act, any person who discloses any information made available under this Act, except to-

- (a) the Minister, the Appeal's Board, the Registrar or any other person for the purposes of carrying out his duties or the performance of his functions under this Act;
- (b) a police officer for the purposes of an investigation or inquiry relating to the enforcement of the provisions of this Act; or
- (c) any other person when required to do so by any court or under any written law,

commits an offence and upon conviction shall be liable to a fine not less than one million and not exceeding five million Tanzanian shillings or an imprisonment for a period not less than six months and not exceeding one year or to both.



- 52.** - (1) Subject to the existing law on taking action against the Government, this Act shall be binding on the Government with regard to its applications for breeder's right and other interests acquired or given in breeder's right to the same extent and with the same effect as it applies to any other person. **Action against the Government**
- (2) No claim shall lie against the State, the Minister, the Registrar or any other officer for anything done in good faith in the discharge of duties under the powers conferred by this Act.
- 53.** Within twelve months from the date of commencement of this Act, the breeder of an existing variety of recent creation may apply to the Registrar in respect of that variety. **Breeder's right in respect of existing varieties of recent creation**
- 54.** The Minister may enter into bilateral or multilateral agreements with states and intergovernmental or non-governmental organizations in order to facilitate cooperation in testing. **Agreement with foreign governments**
- 55.** – (1) Where the breeder is a non-resident or in the case of a corporation, does not have its registered office in United Republic of Tanzania, he shall have an agent who is resident in United Republic of Tanzania. **Agents**
- (2) The Registrar may, for any gross misconduct or prescribed cause or any other reasonable cause considered by the Registrar to be sufficient, refuse to recognize or to continue to recognize any person as authorized by the breeder to act in the capacity of agent.
- 56.** The Registrar shall make guidelines for the proper implementation of this Act and Regulations made under this Act. **Registrar to make guidelines**
- 57.** - (1) The Minister may make Regulations prescribing anything which under this Act may be prescribed. **Regulations**
- (2) Without prejudice to the generality of subsection (1), Regulations made shall prescribe-
- (a) various forms to be used under this Act;
  - (b) the procedure to be followed in any proceedings before the Registrar;
  - (c) specific information and facilities to be provided, and of the propagating and other material to be submitted with respect to a variety;
  - (d) the tests, trials, examinations and other steps to be taken with respect to a variety, by applicants or by the Registrar and the time within which any such steps are to be taken;
  - (e) the fees to be paid in respect of -
    - (i) applications for the grant of breeder's right and extension of its term;
    - (ii) maintenance of a breeder's right;
    - (iii) requests for administrative review; including objections to nullity and cancellation of breeder's right, appeals from administrative decision and other administrative actions;
    - (iv) technical examination;
    - (v) inspection or obtaining records in the Register or other transaction involving a breeder's right;
    - (vi) provision of a certified copy of any entry therein;
    - (vii) any other fees to be paid under this Act